

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Antje GRUND
Acheteuse
02 32 73 30 51

**FOURNITURE DE PAIN ET VIENNOISERIES
POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT
ROMAIN DE COLBOSC**

Numéro de la consultation : 25DAHL034

PROCÉDURE ADAPTÉE

Selon les articles L. 2123-1 & R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escalles
- EHPAD La Belle Etoile

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

| | |
|---|---|
| Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE | Direction : Direction des Achats du GHT |
| Adresse Siège social : BP 24 | CP : 76 083 |
| Localité / Ville : LE HAVRE | Pays : France |
| Téléphone : 02.32.73.35.19 | Télécopieur : 02.32.73.44.18 |
| Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr | SIRET : 267 601 714 000 12 |

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture de pain et de viennoiserie pour le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

| | |
|------------|------|
| 15811100-7 | Pain |
|------------|------|

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un maximum en montant de 180 000 € HT en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

À titre indicatif, l'établissement a consommé au cours de l'exercice budgétaire précédent pour un volume de 32 700 € HT.

3.5 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la livraison complémentaire de fournitures.
La durée de ces marchés ne pourra excéder trois (3) ans.

3.6 Établissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc .

Cependant, le périmètre de la prestation pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc.

3.7 Décomposition

3.7.1 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement afin de ne pas restreindre la concurrence compte tenu des au regard des investissements potentiels (véhicules, recrutement). Ce choix répond également à une logique de cohérence du processus, depuis la commande jusqu'à la livraison.

3.7.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.8 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.9 Variante

En application des dispositions de l'article R2151-8 du Code de la Commande Publique, aucune variante n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter du 01/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure et pour une période de 12 mois.

Toutefois, le marché pourra être reconduit trois fois pour une période de 12 mois par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours.

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et de services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande.

Article 6 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 Délais d'exécution

Sont définis limitativement comme délais d'exécution :

- Le délai entre l'émission du bon de commande et la livraison des fournitures.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Une fois engagée, les commandes prendront la forme d'une dotation préétablie renouvelée automatiquement, pouvant être prévue sur un format « au jour type », à la « semaine type », voir au « mois type », selon les besoins des établissements.

Ces commandes « automatiques » pourront faire l'objet de variations par les établissements qui seront communiquées au titulaire sous le délai de :

- **12h la veille du jour de livraison pour le CH de Saint Romain de Colbosc.**

Dans le cas où le produit ferait l'objet d'une rupture de stock, le titulaire informera le demandeur par téléphone, par télécopie ou par mail.

6.2 Bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature du produit ;

- la quantité souhaitée ;
- la date de livraison souhaitée ;
- le lieu de livraison des produits ;
- le montant du bon de commande ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

6.3 Minima de commande et frais de port

Le marché ne fait pas l'objet de minima de commandes ni de montants franco de port.

6.4 Livraisons

6.4.1 Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire du marché est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception par l'établissement de santé. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous sa responsabilité exclusive.

Le transport doit être effectué dans les conditions prévues par l'Arrêté du 20 juillet 1998 (JO du 6/8/98) et le règlement sanitaire départemental.

6.4.2 Conditions de livraisons

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

Les livraisons doivent être conformes aux commandes et exécutées, à la date et aux heures d'ouverture précisées par la commande correspondante, et au lieu indiqué préalablement.

Les livraisons destinées aux établissements de santé concernés par ce marché seront assurées 7 jours sur 7, y compris les jours fériés et les périodes des vacances. Le détail des lieux de livraisons avec les horaires impératifs sont indiqués en fin de ce CCAP.

Le titulaire du marché s'engage à livrer la fourniture, objet d'un bon de commande, dans le délai maximum indiqué dans l'article 6.1 du CCAP. Ce délai s'impose à lui, en cas de non-respect, il se verra appliquer des pénalités de retard (cf. Article Pénalités du présent document).

6.4.3 Bon de livraisons

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la référence de la commande
- la quantité et la référence du produit livré
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.
Toutes livraisons non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

6.5 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.6 Définition de la fourniture

Les caractéristiques techniques des fournitures et des produits sont précisées dans le CCTP.

Les fournitures et les produits les plus couramment utilisés sont définis dans le Bordereau de prix unitaires.

Les fournitures et les produits, objets du présent marché, pourront être choisis en partie sur le catalogue, obligatoirement fourni avec l'offre du titulaire. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

- **Commande catalogue :**

Les produits seront commandés d'une part sur la base du bordereau de prix unitaire du marché et d'autre part sur le catalogue du prestataire au prix public (catalogue sous format électronique et/ou papier et/ou Excel).

Le tarif général (catalogue) sera fourni obligatoirement avec l'offre montrant le tarif public et la remise consentie par le titulaire pour le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc (cf. engagement Bordereau de prix unitaire du titulaire). Cette remise ferme sera appliquée à chaque achat sur catalogue.

Elle sera valable pour toute la durée du marché et se reportera en cas d'évolution du catalogue.

À chaque modification du catalogue, le fournisseur devra transmettre à l'établissement de santé une version électronique à jour, dans un délai de 72 heures maximum.

6.7 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément à l'article 27 du CCAG-FCS.

Les produits devront être conformes aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par la personne représentante du pouvoir adjudicateur du marché, habilitée à cet effet, qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les marchandises refusées devront être retirées immédiatement. À défaut d'enlèvement immédiat, ces marchandises seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire du marché. Les établissements membres du GHT déclinent toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

La poursuite de l'exécution des livraisons en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6.8 Suivi des consommations des établissements de santé

Tous les 6 mois, le titulaire du marché transmettra au service économique de chaque établissement un état des consommations par produit et par mois sous format Excel afin que les données puissent être retraitées par l'établissement.

6.9 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, procès utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Article 7 **PRIX DU MARCHÉ**

7.1 **Caractéristiques des prix**

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, de lieux d'exécution, la manutention, l'assurance, l'emballage, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux articles R. 2112-8 et R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles semestriellement à la hausse ou à la baisse aux échéances suivantes :

| 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|-------------------------|--|--|--|
| 1 ^{er} juillet | 1 ^{er} janvier 1 ^{er} juillet | 1 ^{er} janvier 1 ^{er} juillet | 1 ^{er} janvier 1 ^{er} juillet |

7.2 **Révision des prix**

La formule de révision des prix du marché est la suivante :

$$P_1 = P_0 * [(0.08 * C/C_0) + (0.02 * E/E_0) + (0.6 * P/P_0) + (0.29 * S/S_0)]$$

Dans laquelle

P₁ = Prix révisé

P₀ = Prix en vigueur à la date de la dernière révision

C = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.2 - Carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme au mois de révision ou dernier indice connu

C₀ = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.2 - Carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme au mois de la dernière révision accordée

E = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.21 – Papier et carton ondulés et emballages en papier ou en carton au mois de révision ou dernier indice connu

E₀ = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.21 – Papier et carton ondulés et emballages en papier ou en carton au mois de la dernière révision accordée

P = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.71 – Pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches au mois de révision ou dernier indice connu

P₀ = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.71 – Pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches au mois de la dernière révision accordée

S = Indice connu des salaires mensuels de base - Hébergement et restauration (NAF rév. 2, niveau A17 IZ) Base 100 au T2 2017 au mois de la demande de révision ou dernier indice connu (par trimestre)

S₀ = Indice connu des salaires mensuels de base - Hébergement et restauration (NAF rév. 2, niveau A17 IZ) Base 100 au T2 2017 au mois de la dernière révision accordée (par trimestre)

Les indices INSEE de référence sont les suivants :

C = Indice Carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme 001764104

E = Indice Papier et carton ondulés et emballages en papier ou en carton 010764126

P = Indice Pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches 010764079

S = Indice salaire 010562705

La révision de prix sera établie et validée conjointement par courriel dans un délai raisonnable, idéalement avant le 10 de chaque mois précédent le mois de révision (exemple : pour une révision au 1er janvier 2027, la demande de révision doit être validée au plus tard le 10 décembre 2026).

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise des offres. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année n-1 et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Article 8 AVANCE

8.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

8.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 10 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

11.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procédera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

11.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

11.3 Délai global de paiement

Conformément à l'article R 2192-11 du Code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément aux articles R 2192-27 et suivants du Code de la commande publique, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément l'article L 2192-12 du Code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

11.5 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,

- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date d'exécution des prestations
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète
- le montant hors taxe des services en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le titulaire devra déposer ses factures via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT cf. Annexe 1 du CCAP).

Article 12 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

| Motifs | Pénalités |
|---|---|
| Retard de livraisons selon les conditions notifiées du marché SUR COMMANDES AUTOMATIQUES JOURNALIERES | 15 € HT par 60 min de retard |
| délaiRetard de livraisons selon les conditions notifiées du marché SUR COMMANDES PONCTUELLES (selon engagement du titulaire au BPU pour des commandes spéciales) | Le titulaire encourt une pénalité calculée par la formule $P = (V \times R) / 50$. - P : le montant de la pénalité ; - V : la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; - R : le nombre de jours de retard |
| Non-respect des consignes de livraison | 50 € HT par non-respect constaté au-delà des deux premiers constats |
| Non-respect des conditions contractuelles administratives établies par le présent marché (modalités de facturation, modalité de transmission des révisions de prix,...) | 30 € HT par non-respect constaté au-delà des deux premiers constats |
| Non-conformité qualitative ou quantitative des articles reçus et ne pouvant faire l'objet d'un refus de l'établissement commandant | 25 % du montant HT de la partie de la commande concernée sur la base des quantités non-conformes |
| Non-respect des consignes de confidentialité | 1000 € HT par fait constaté |

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 13 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation ou si le titulaire est dans l'impossibilité de livrer ou de remplacer immédiatement les fournitures, les établissements du GHT se réservent le droit de faire exécuter les prestations concernées par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 14 MODIFICATION DU MARCHÉ

14.1 Avenants

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de fournitures prévues initialement au marché ;

- la modification de la durée du marché;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché;
- des adaptations techniques éventuelles.

14.2 Avenant de transfert

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le titulaire du marché doit, **impérativement et dans les meilleurs délais**, transmettre **par écrit** les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert, dans le respect de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

Article 15 LIVRAISONS COMPLÉMENTAIRES

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour des livraisons complémentaires.

La durée de ces marchés ne pourra excéder trois (3) ans.

Article 16 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 17 LITIGES

17.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

17.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

Tél. : 02 35 58 35 00 – Fax : 02 35 58 35 03

Article 18 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

| | | |
|---------------|---------------------------------|---------------------------------------|
| Article 5 | Pièces contractuelles du marché | Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS |
| Article 6.6.3 | Bon de livraison | Dérogation à l'article 21 du CCAG FCS |
| Article 7 | Prix | Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS |
| Article 12 | Pénalités | Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS |
| Article 13 | Exécution par défaut | Dérogation à l'article 45 du CCAG GCS |

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 06 novembre 2025

ANNEXE : LISTE DES LIEUX ET HORAIRES DE LIVRAISON

Liste non exhaustive

Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc

8 avenue du Général de Gaulle
76430 Saint Romain de Colbosc

M. ANGOT Cyrille

Tel : 02 32 79 59 92

Mail : cyrille.angot@hl-saintromain.fr

Horaire de livraison : Entre 5h00 et 5h30 du Lundi au Dimanche

ANNEXE : LISTE DES SERVICES DEMANDEURS ET INTERLOCUTEURS

Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc

8 avenue du Général de Gaulle
76430 Saint Romain de Colbosc

M. ANGOT Cyrille

Tel : 02 32 79 59 92

Mail : cyrille.angot@hl-saintromain.fr